

Le néo-libéralisme, stade suprême ?

Michel Husson, *Actuel Marx* n°51, 2012

L'enfoncement dans la crise est aujourd'hui manifeste. Le terme de crise est un peu galvaudé et il faut distinguer ici trois sortes de crises auxquelles le capitalisme est confronté : crises périodiques, crises de régulation et crise systémique. La crise actuelle est évidemment autre chose qu'une crise périodique : c'est de toute évidence une crise de régulation, autrement dit une crise de la forme néo-libérale du capitalisme. Mais cette crise est suffisamment profonde pour contenir les éléments d'une crise systémique.

Le temps long du capital

Parler de crise de régulation est une facilité qui n'implique pas de ralliement à la théorie de la régulation, ou pas en tout cas à ses implications « harmonicistes »¹. Mieux vaudrait parler de crise de l'« ordre productif » néo-libéral, pour reprendre le terme de Dockès et Rosier². Le concept de base est que le capitalisme redéfinit périodiquement un mode de fonctionnement spécifique, qui doit répondre à un certain nombre de contradictions auxquelles il est en permanence confronté mais qu'il « gère » de manière différente. L'idée essentielle est que le capitalisme a une histoire : ses mécanismes profonds sont immuables mais son mode de fonctionnement diffère d'une période à l'autre, et aussi d'un pays à l'autre.

Le constat n'est pas nouveau et c'est sans doute à Kondratieff que l'on doit le repérage de périodes historiques qu'il désignait sous le terme impropre de « cycles longs » suggérant à tort une automacité semblable à celle qui fonde la dynamique des cycles courts. En dépit des critiques qu'il adressait à Kondratieff, Trotski partageait ce constat. Dans un article paru en 1923, il écrivait ceci : « Dans l'histoire, les cycles homogènes se groupent par séries. Durant des périodes entières du développement capitaliste, les cycles se caractérisent par des booms nets et délimités et par des crises courtes et de faible ampleur. Il en résulte un mouvement brutalement ascendant de la courbe du développement capitaliste. Les périodes de stagnation se caractérisent par une courbe qui, tout en connaissant des oscillations cycliques partielles, se maintient au même niveau approximatif pendant des décennies³ ». Le schéma ci-dessous explicite l'alternance de périodes historiques du capitalisme.

L'étude de ces périodes historiques a donné lieu à une ligne de recherches⁴, parmi lesquelles on peut citer la théorie des ondes longues d'Ernest Mandel⁵. Il distingue des phases expansives et des phases récessives qui scandent l'histoire longue du capitalisme. Mais il ne s'agit pas de cycles, en raison d'une symétrie essentielle : le passage d'une phase récessive à une phase expansive suppose un réaménagement profond du capitalisme qui n'est pas incorporé à son fonctionnement normal et dépend donc de facteurs « exogènes ». En revanche l'épuisement des sources de l'expansion résulte des contradictions internes ou « endogènes » du capitalisme qui finissent par faire craquer les arrangements qui ont permis pendant un temps d'en contenir les effets. Cette grille de lecture rapidement résumée conduit à distinguer deux périodes dans le capitalisme d'après-guerre. La première va de la fin de la dernière guerre mondiale au tournant des années 1980. Trente glorieuses, fordisme, âge d'or, peu importe l'appellation. L'important est de

¹ Voir Michel Husson, « [L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ?](#) », dans J. Bidet et E. Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001.

² Pierre Dockès et Bernard Rosier, *Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique*, La Découverte/Maspéro, 1983.

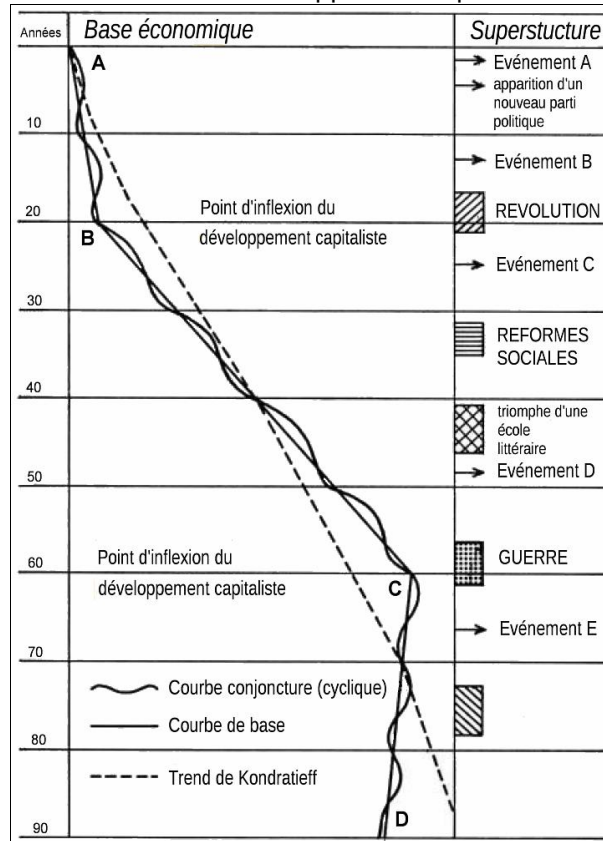
³ Léon Trotski, « [La courbe du développement capitaliste](#) », *Vestnik Sotsialisticheskoi Akademii* (4), Avril-Juin 1923.

⁴ Pour un panorama synthétique, voir : Francisco Louçã, « [Ernest Mandel et la pulsation de l'histoire](#) », 2003.

⁵ Ernest Mandel, « [Partially Independent Variables and Internal Logic in Classical Marxist Economic Analysis](#) », *Social Sciences Information* 14(3), 1985, ; *Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation*, Verso, 1995.

comprendre que le capitalisme disposait durant cette période d'une cohérence très différente de la période suivante, celle du capitalisme néolibéral. Il ne s'agit pas d'idéaliser les « Trente glorieuses » mais de comprendre les spécificités du capitalisme dans chacune de ces périodes.

Schéma 1
La courbe du développement capitaliste



Source : voir note 3.

On peut évidemment discuter le terme de cohérence. Il veut simplement dire que le capitalisme, pour fonctionner doit répondre à un certain nombre de questions qui lui sont posées en permanence. Les réponses peuvent différer, mais elles doivent en tout cas être cohérentes entre elles, faire système. L'ensemble de ces dispositifs définit un « modèle » de capitalisme dans la mesure où ils ne peuvent être changés du jour au lendemain. C'est quand ils se détraquent que l'on peut parler de crise de régulation.

Chaque phase du capitalisme peut alors être définie à partir de ces quatre dimensions : régime d'accumulation ; paradigme technologique ; régulation sociale ; division internationale du travail. On peut les résumer à grands traits. Le régime d'accumulation définit la manière dont se combinent la production et les débouchés. Du côté de la production, la croissance et donc l'accumulation seront plus ou moins intensives selon qu'elles reposent ou non sur de forts gains de productivité. Du côté des débouchés, deux cas de figure polaires sont possibles : soit une consommation de masse tirée par la progression des salaires ; soit une répartition des revenus inégalitaire. La notion de régime d'accumulation regroupe aussi les règles du jeu entre capitalistes, en particulier les modalités de la concurrence et les rapports entre capital bancaire et capital industriel, et entre actionnaires et gestionnaires. Sur tous ces aspects, on pourrait imaginer de multiples combinaisons mais elles ne sont pas toutes possibles : elles doivent, encore une fois, former un ensemble cohérent.

Le paradigme technologique décrit les relations entre les manières de produire et les techniques disponibles. À chaque grande période du capitalisme correspond un ensemble d'innovations qui se diffusent dans l'ensemble de l'économie. Mais les innovations technologiques ne suffisent pas. La régulation sociale englobe tout ce qui concerne le rapport salarial, à savoir l'organisation du travail sur les lieux de production, le droit du travail et l'État social dans ses fonctions de pourvoyeur de revenus de complément et de services collectifs. Il s'agit pour le capitalisme de garantir la soumission des salariés et en même temps de faire reposer l'ordre social et économique sur des formes de légitimité.

La division internationale du travail correspond à l'organisation de l'économie mondiale et dit comment chaque pays s'insère dans le marché mondial et entre en relation avec les autres pays. Cette notion recouvre plusieurs questions : qui fournit les matières premières, qui produit les biens industriels les plus sophistiqués ? Quelles sont la ou les monnaies acceptées universellement comme instrument de paiement et de réserve ? Comment s'orientent les investissements et les flux financiers internationaux ? Les réponses à ces questions définissent la hiérarchie des puissances selon des critères qui ne sont pas strictement économiques : le monde capitaliste a été de tout temps structuré en fonction de rapports de force politiques et militaires.

Si l'on applique ce schéma d'analyse au capitalisme contemporain, il est possible d'opposer sommairement le « fordisme » des Trente glorieuses et les trois décennies néolibérales (tableau 1).

Tableau 1
Fordisme et néolibéralisme

	Capitalisme fordiste 1945-1975	Capitalisme néolibéral 1980-2010
Régime d'accumulation	Fordisme	Financiarisation
Paradigme technologique	Taylorisme	Technologie de l'information
Régulation sociale	Compromis social	Flexibilité
Division internationale du travail	Internationalisation	Mondialisation

Les courbes du capitalisme contemporain

Dans ce qui suit, on se propose d'utiliser une méthode que l'on pourrait qualifier de « spectrographique ». Elle consiste à caractériser les grandes périodes au moyen d'une batterie d'indicateurs⁶ dont on tire un indicateur synthétique qui en est simplement la moyenne arithmétique. On peut d'ores et déjà constater que cet indicateur est en phase avec le taux de profit (graphique 1).

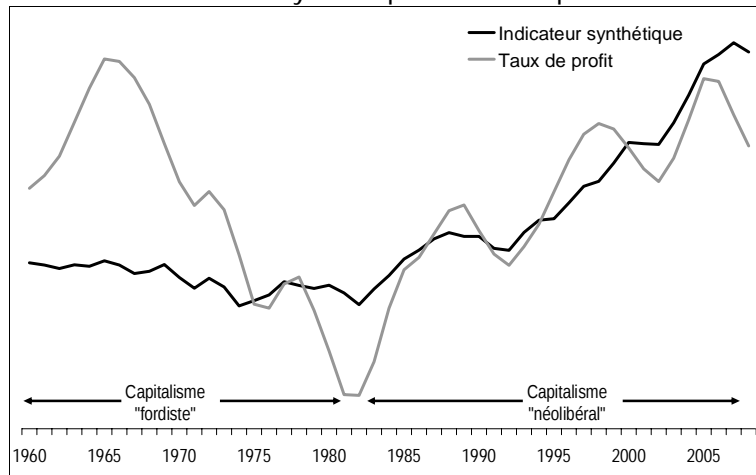
Jusqu'au milieu des années 1980 (capitalisme fordiste) l'indicateur synthétique est à peu près plat, ce qui illustre le caractère relativement régulé du capitalisme durant cette période. Mais le taux de profit⁷ se met à baisser par paliers : dès 1967 aux Etats-Unis, puis dans l'ensemble des grands pays capitalistes avec les récessions généralisées de 1974-1975 et 1980-1982. Intervient alors le « grand tournant » qui va mettre en place le capitalisme néolibéral. C'est une nouvelle période qui s'ouvre alors, marquée par le rétablissement du taux de profit, en dépit de fortes fluctuations qui correspondent aux récessions, en particulier celles de 1991-1993 et de 2000-2002.

⁶ Les définitions précises et les sources sont données en annexe. Toutes les séries ont été standardisées, ce qui explique l'absence d'unités dans les graphiques. Les variables sont « centrées réduites » : chaque valeur de la série est prise en écart à la moyenne et divisée par l'écart-type.

⁷ Le taux de profit est calculé sur les quatre principaux pays capitalistes : Allemagne, Etats-Unis, France et Royaume-Uni (voir annexe).

Cette restauration du taux de profit s'accompagne d'une inflexion majeure dans l'évolution de l'indicateur synthétique : alors qu'il était à peu près constant, il se met à augmenter de manière quasi-exponentielle. Notre analyse consiste à dire que cette hausse traduit les transformations du capitalisme qui ont été nécessaires au rétablissement du taux de profit. Cette thèse admet un corollaire important : on ne peut modifier le mode de fonctionnement du capitalisme néolibéral sans faire baisser le taux de profit.

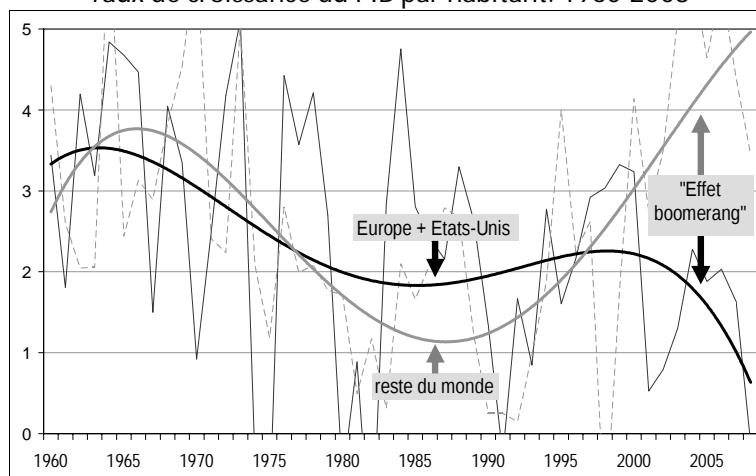
Graphique 1
Indicateur synthétique et taux de profit



Variables standardisées. Voir l'annexe sur les sources statistiques

Avant de détailler les composantes de l'indicateur synthétique, il convient d'examiner l'évolution de la productivité au niveau mondial parce que c'est l'élément essentiel du dynamisme du capitalisme⁸. Le premier constat est que la productivité ainsi mesurée tend à baisser durant la période fordiste, selon une trajectoire semblable à celle du taux de profit (graphique 2). Cette corrélation illustre un trait essentiel du capitalisme : la productivité du travail est en quelque sorte le « socle » que lequell peut se construire une dynamique positive du taux de profit. L'épuisement des gains de productivité est l'une des causes majeures de l'entrée en crise du capitalisme fordiste.

Graphique 2
Taux de croissance du PIB par habitant. 1960-2008



En %. Tendances en traits gras. Année par année en traits fins.

Sources : Ameco, Maddison (2008)

⁸ Pour des raisons de disponibilité statistique, on approximerait ici la productivité (PIB par personne employée) par le PIB par habitant. Cette approximation n'est pas entièrement satisfaisante, mais elle suffit pour dégager les grandes tendances.

Le deuxième constat est que le taux de profit se rétablit durant la période néolibérale malgré des gains de productivité qui restent à un niveau relativement bas par rapport à la phase fordiste, mais conforme à la moyenne de très longue période. Cela veut dire que le capitalisme a trouvé d'autres sources de soutien du profit que les gains de productivité exceptionnels de la période fordiste qui apparaît de ce point de vue comme une parenthèse.

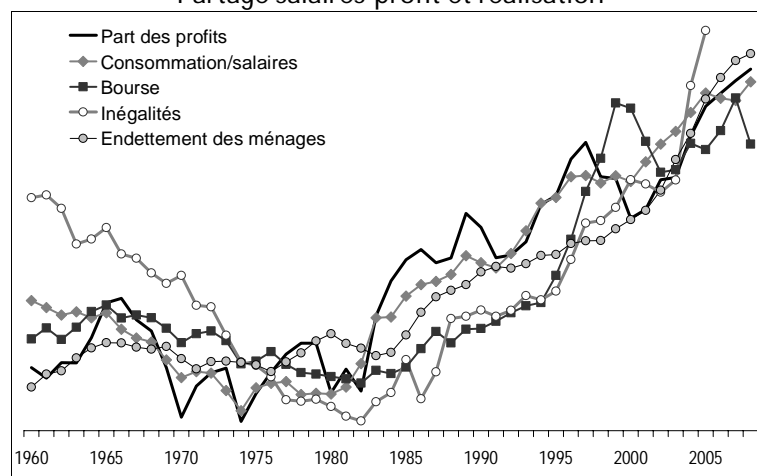
Mais un troisième constat vient encore modifier la perspective d'ensemble. Depuis une bonne dizaine d'années, on voit se manifester l'« effet boomerang » de la mondialisation. Les gains de productivité s'effondrent dans les vieux pays capitalistes, Europe et Etats-Unis, mais ils sont orientés de manière spectaculaire à la hausse dans le reste du monde. Ce grand renversement du monde signifie que les sources de dynamisme du capitalisme se trouvent maintenant dans les pays dits émergents. Il y a là une caractéristique, que l'on se borne ici à signaler, qui pèse sur les conditions de l'après-crise et devrait conduire à de nouvelles théorisations de l'économie mondiale.

Il faut maintenant détailler les variables qui composent notre indicateur synthétique. Le point important à mentionner d'entrée est que ces différentes « courbes » ne montent pas ensemble par hasard, mais que ce mouvement général traduit les rapports internes qui fondent la cohérence instable du capitalisme néolibéral. La grille de lecture générale pourrait donc être la suivante : toutes les courbes ne pouvant monter indéfiniment, le capitalisme néolibéral ne pouvait se reproduire durablement. Mais, en même temps, sa logique d'ensemble rendait nécessaire cette progression sans fin. Le fait que les « courbes » du capitalisme néolibéral soient venu buter sur une sorte de plafond, déclenchant ainsi la crise, équivaut donc à une crise profonde de cette configuration du capitalisme.

Partage de la valeur ajoutée et réalisation

Le point de départ de l'étude des courbes est le partage salaires-profit. Dans la mesure où les gains de productivité ne retrouvent pas leur niveau de la période fordiste, le principal moyen pour restaurer le taux de profit est une baisse de la part des salaires – autrement dit une hausse du taux d'exploitation – et donc une augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée. Et c'est exactement ce qui se passe à partir du milieu des années 1980 (voir l'indicateur *Part des profits* du graphique 3).

Graphique 3
Partage salaires-profit et réalisation



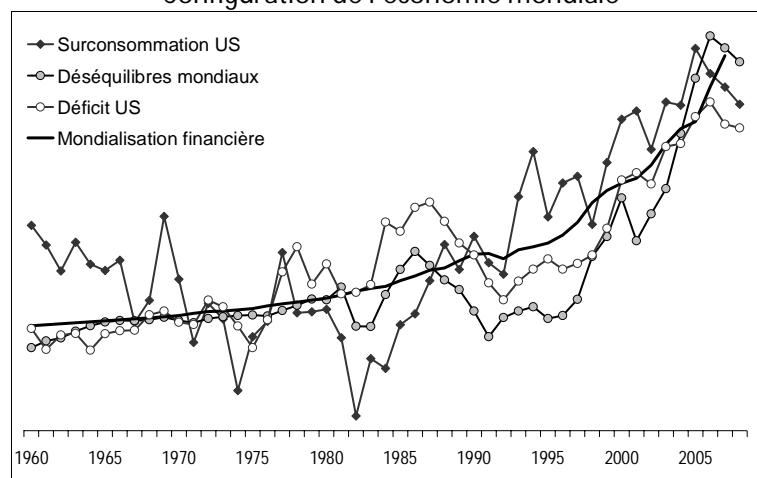
Mais ce mode de rétablissement du taux de profit pose immédiatement un problème de réalisation : à qui vendre les marchandises si la demande des salariés progresse moins vite que la production ? Soulignons au passage que cette problématique n'a rien de « keynésien » : la contrainte de réalisation fait partie des contradictions essentielles du capitalisme. Le capitalisme néolibéral a su y apporter des réponses, d'une autre nature que celles du capitalisme fordiste. La consommation a en effet augmenté plus vite que les salaires, compensant assez exactement le déplacement du partage salaires-profit, comme le montre l'indicateur *Consommation/salaires*).

Ce résultat a pu être obtenu grâce à la consommation des riches et au surendettement des ménages (indicateur *Endettement des ménages*). La forte progression des revenus financiers (voir l'indicateur *Bourse*) a conduit à une répartition des revenus de plus en plus inégalitaire (voir l'indicateur *Inégalités*). Toutes les courbes correspondantes sont en phase, parce qu'elles reflètent une configuration qui répond de manière cohérente à la contrainte de réalisation. Un corollaire important est que la montée des inégalités est parfaitement fonctionnelle. Par conséquent, il serait vain de vouloir les réduire tout en maintenant un partage de la valeur ajoutée défavorable aux salariés, dont tout le reste se déduit.

La configuration de l'économie mondiale

Le second socle du modèle néo-libéral est la croissance à crédit d'un certain nombre de pays, et notamment des Etats-Unis. Entre 1980 et 2002, le PIB des Etats-Unis pèse pour un peu plus de 21 % du PIB mondial. Ensuite, il baisse jusqu'à 19 % en 2007, principalement au profit des pays émergents. Son modèle de croissance est fondé sur une surconsommation domestique qui induit un déficit extérieur croissant, couvert par des entrées de capitaux. Le taux d'épargne des ménages baisse régulièrement à partir de 1980 pour pratiquement s'annuler à la veille de la crise. On retrouve ce mouvement sous forme d'une hausse régulière de l'indicateur de surconsommation (graphique 4). La courbe du déficit évolue selon un parallélisme étonnant. Le besoin de financement croissant des Etats-Unis est le principal moteur de déséquilibres mondiaux aggravés. L'indicateur retenu mesure le volume des excédents et déficits des principaux pays : il augmente lui aussi, de manière accélérée à partir du milieu des années 1990. Enfin l'indicateur de mondialisation financière mesurée par le rapport des avoirs extérieurs totaux au PIB mondial enregistre lui aussi une inflexion à la hausse.

Graphique 4
Configuration de l'économie mondiale



Variables standardisées. Voir l'annexe sur les sources statistiques

Le rôle de la finance et la cohérence instable du modèle néolibéral

La finance a joué un rôle central dans la capacité de ce modèle à se reproduire dans le temps et à durer près de trois décennies. C'est en effet la financiarisation qui a permis les transferts de revenus et de capitaux assurant une certaine cohérence d'ensemble au modèle néolibéral. Comme toutes les courbes ne pouvaient monter indéfiniment, l'une d'entre elles devaient venir buter sur les limites de leur progression. Cela aurait pu craquer, comme on le pensait, du côté du financement du déficit de Etats-Unis. C'est d'ailleurs, du marché finalement étroit des *subprimes*, qu'est venu le choc initial, qui s'est répandu à l'ensemble du système financier et bancaire. D'un point de vue théorique, on pourrait parler d'une explosion de « capital fictif » : les titres financiers, dont la valeur faciale n'a cessé d'augmenter, sont au fond des droits de tirage virtuels sur la plus-value. La crise se déclenche quand une partie de ces droits de tirage perdent de leur substance, parce que leur montant est sans commune mesure avec la plus-value effectivement créée. Il ne s'agit pas pour autant d'une crise financière mais d'une crise d'ensemble du modèle néolibéral, qui vient buter sur l'impossibilité d'extraire autant de plus-value qu'en exige le capital financier.

Cette crise, qui n'est pas prête de se refermer, peut au fond être synthétisée ainsi : le capitalisme néolibéral s'est développé en accumulant une masse considérable de dettes. Le sauvetage des banques par les pouvoirs publics a conduit à transférer une partie des dettes privées sur les dettes publiques, sans qu'aucune condition n'ait été imposée aux banques. L'occasion était pourtant belle de régler à chaud le système financier. Aujourd'hui, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, la perspective imposée par la finance est une politique d'austérité qui conduirait en fin de compte à faire supporter les pertes potentielles par les peuples. L'austérité est au fond une violence exercée pour valider les droits de tirage sur la plus-value auxquels le Capital se refuse à renoncer.

Aujourd'hui, le système est bloqué parce que sa « cohérence instable » a été profondément ébranlée. Le projet des dominants, qui consiste à revenir au *business as usual* antérieur vient alors buter sur quatre contradictions que l'on pouvait identifier il y a déjà deux ans⁹. On peut les reprendre rapidement en actualisant leur développement.

La répartition : le taux de marge, autrement dit la part des profits dans la valeur ajoutée, a pratiquement retrouvé son niveau d'avant crise aux Etats-Unis. En Europe, le rétablissement s'est aussi amorcé, mais à un rythme moins soutenu. Ce résultat est obtenu par la combinaison de gains de productivité élevés et de gel ou même de baisse des salaires, dans un contexte de chômage de masse. Aux Etats-Unis, la reprise qui est en train d'avorter a peu créé d'emplois et le taux de chômage reste à un niveau élevé. Cette reprise sans emplois (*jobless recovery*) est inédite, si l'on compare cette récession aux précédentes¹⁰. Ce brutal rétablissement du profit conduit d'ores et déjà à un blocage de la croissance, qui pourrait se transformer en nouvelle récession et faire chuter de nouveau les profits. Tel est le premier dilemme auquel le capitalisme est aujourd'hui confronté. Il est moins spectaculaire que la crise de la dette, mais c'est le socle sur lequel cette dernière se développe.

La mondialisation fait apparaître un nouveau dilemme que l'on peut résumer ainsi : la résorption des déséquilibres mondiaux ne peut se faire qu'au prix d'un ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et par extension dans l'ensemble des vieux pays capitalistes. Il est frappant de ce point de vue qu'un rapport récent de l'ONU note que « la reprise mondiale a été freinée par les économies développées » et souligne le risque d'un « rééquilibrage non coordonné de l'économie mondiale »¹¹. Aux Etats-Unis, le taux d'épargne des ménages a cessé de baisser et a même gagné

⁹ Voir Michel Husson, « [Capitalisme : vers une régulation chaotique](#) », septembre 2009.

¹⁰ Voir « [Les limites \(comptables\) du modèle US](#) », note hussonet n°36, juillet 2011.

¹¹ [Situation et perspectives de l'économie mondiale](#), ONU, 2011. Les citations proviennent toutes du résumé en français de ce rapport.

quatre points depuis le début de la crise. L'effet sur le solde commercial a été immédiat et pratiquement du même ordre. C'est à première vue une bonne chose, puisque cela implique un moindre recours de l'économie des Etats-Unis aux capitaux étrangers. Mais la contradiction est alors la suivante : puisque la baisse du taux d'épargne a été l'un des moteurs de la croissance aux Etats-Unis, le fait qu'il augmente signifie qu'il va jouer en sens inverse.

La politique budgétaire introduit un troisième dilemme dont la formulation est très simple : la résorption des déficits implique une réduction des dépenses publiques qui, sans parler de ses effets sociaux, ne peut qu'aggraver les tendances récessionnistes : « L'austérité budgétaire risquerait de décélérer davantage la reprise », note le rapport de l'ONU déjà cité. Cette contradiction est exacerbée par la crise des dettes souveraines et place les classes dirigeantes devant ce que l'on pourrait appeler *le dilemme européen*. Le triple refus, d'une mutualisation des dettes publiques, d'une réelle contribution des banques, et d'une mise au pas de la finance, ne permet plus d'exclure un éclatement de la zone euro, à la suite de défauts en chaîne.

Ces quatre « dilemmes » sont étroitement imbriqués. Ils dessinent une « régulation chaotique » du capitalisme, durablement incapable de trouver une trajectoire de sortie de crise compatible avec des intérêts profondément contradictoires. Tout se ramène au fond à ce double constat : d'une part des éléments essentiels du modèle néolibéral ont été remis en cause et rendent impossible de retrouver sa cohérence. En particulier la croissance fondée sur l'endettement des agents privés ou des pays (à travers leur déficit extérieur) n'est plus possible. Au contraire, et c'est le second constat, cet amoncellement de dettes pèse sur toute possibilité de reprise. On pourrait utiliser ici la métaphore de l'inertie thermique d'un matériau qui mesure le temps nécessaire pour revenir à sa température initiale. Le capitalisme est un matériau inerte, en ce sens qu'il se refuse à annuler cette montagne de dettes : par conséquent il faudrait autant de temps pour résorber ces dettes qu'elles en ont mis à s'accumuler, ce qui veut dire une bonne décennie d'austérité.

La crise de la gouvernance bourgeoise en Europe

La crise est venue révéler brutalement les incohérences spécifiques du modèle néolibéral européen. Au-delà des bricolages au jour le jour, l'Europe est à la croisée des chemins : soit un pas en avant vers un fédéralisme permettant dans l'immédiat de mutualiser les dettes, soit l'éclatement de la zone euro. Comme les bourgeoisies européennes ne sont pas disposées à assumer l'une ou l'autre de ces issues, il en résulte une crise durable. C'est d'autant plus vrai qu'on ne peut vraiment parler d'une bourgeoisie européenne unifiée, parce qu'il n'existe ni capital européen, ni Etat européen.

Il faut distinguer, pour simplifier, quatre « acteurs » : les grands groupes transnationaux, les banques, la finance, et les représentants gouvernementaux des classes dominantes. Sur toute une série de questions, il existe évidemment un accord profond, quand il s'agit des intérêts de classe essentiels : dans la conjoncture actuelle, la perspective commune consiste à retourner la situation en profitant de la crise pour appliquer une thérapie de choc. La crise est l'occasion d'aller plus loin encore dans la régression sociale : baisse des dépenses publiques, gel des salaires, contre-réformes des retraites, etc.

Mais cette communauté d'intérêt n'empêche pas qu'elle soit soumise à des tensions internes, que la crise vient accentuer. Elles peuvent être analysées selon deux axes qui opposent, d'une part, les Etats et les capitaux et, d'autre part, la finance aux autres fractions du capital. La situation actuelle est marquée, du point de vue des classes dominantes, par une incapacité croissante à gérer ces contradictions.

La crise des dettes souveraines est le révélateur de la première contradiction. Le capital en général se préoccupe de moins en moins de la conjoncture d'un pays donné, car sa préoccupation dominante porte sur sa rentabilité et ses parts de marché. Or, ni les débouchés ni les chaînes de production ne lient les groupes transnationaux à un territoire particulier, même si, en cas de difficultés, ils se retournent vers leur Etat de référence. Dans le capitalisme mondialisé, le rôle de l'Etat se réduit de plus en plus à celui d'assurer les conditions générales de la rentabilité. Ainsi, Carlos Ghosn, le PDG de Renault, peut déclarer au *Financial Times* (2 juin 2010) que « Renault n'est plus un constructeur français », mais il nuance aussitôt le propos en rappelant que « Renault est français, Renault a sa base en France » (*Europe 1*, le 13 juin 2010)¹². Et, en effet, c'est l'Etat français qui a avancé à ses constructeurs automobiles les fonds nécessaires quand ils étaient dans une passe difficile. Nous ne sommes donc plus dans le capitalisme mondial décrit il y a près d'un siècle par Boukharine¹³, quand il était possible de superposer la carte des Etats et celle des capitaux.

La grande nouveauté est que l'horizon des groupes transnationaux est mondial et ne se limite pas à l'espace national, ni même européen. Boukharine parlait à l'époque d'un « protectionnisme supérieur » qui était pour lui « la formule étatique de la politique économique des cartels ». Les choses ont changé et l'on ne peut lui faire grief de n'avoir pas anticipé les transformations du capitalisme. Il n'en va pas de même avec les tenants de la « démondialisation » qui proposent un protectionnisme commercial, comme si la mondialisation productive n'existait pas. Cette situation nouvelle crée une asymétrie profonde : les Etats sont au service de « leurs » capitaux, mais ceux-ci se sont affranchis de la nécessité d'un marché intérieur dynamique. Pendant ce temps, les Etats doivent malgré tout continuer à gérer les rapports de classe à l'intérieur de chaque pays. C'est notamment à eux que revient aujourd'hui la responsabilité de faire payer la crise à leurs citoyens.

La seconde contradiction oppose la finance, les banques et les Etats. Elle s'exprime avec une force particulière aujourd'hui où la finance spéculé contre les dettes souveraines et risque, par ricochet, de mettre les banques en faillite, puisque celles-ci détiennent une grande partie de ces dettes. Les contours entre ces trois acteurs (banques, finances, Etats) sont évidemment flous et surtout d'une grande opacité. Mais ce sont bien ces conflits d'intérêts qui sont à la source d'une situation extrêmement instable. Les débats qui ont lieu au sein des bourgeoisies européennes illustrent cette crise profonde de la « gouvernance » bourgeoise, qui provient de la crainte, voire de la panique, face aux répercussions possibles d'un défaut de la dette grecque. Il était pourtant inévitable et prévisible, et rien n'indique que l'accord d'octobre 2011 aura une durée de vie plus longue que les précédents. Les gouvernements européens vont donc continuer à naviguer à vue entre deux objectifs contradictoires : faire payer la facture de la crise à leurs peuples et éviter la rechute dans la récession.

De la crise de régulation à la crise systémique

Dans un premier temps au moins, la crise a donné une nouvelle jeunesse aux thématiques social-démocrates : keynésianisme, régulation de la finance, des banques et du capitalisme en général, retour de l'intervention de l'Etat, rôle de l'Etat social dans l'amortissement de la récession, appel à une plus grande justice dans la répartition des revenus et dans la fiscalité, etc. La crise semblait ouvrir un boulevard à la social-démocratie, et il est important de savoir pourquoi son espace politique ne s'est pas élargi, quand il ne s'est pas rétréci.

¹² Cité par Claude Jacquin dans un remarquable article : « [Crise industrielle : de quoi parle-t-on ?](#) », *Les Temps Nouveaux* n°3, 2011.

¹³ Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1917, [extraits](#) ; [Imperialism and World Economy](#).

La social-démocratie européenne a été, elle aussi, soumise à des *stress tests* et elle n'a pas bien passé l'épreuve. Le prototype est Papandreou, le premier ministre socialiste grec, qui a affronté la crise de manière absolument lamentable. Il aurait pu entamer un bras de fer en disant : « La Grèce ne peut pas payer, il faut donc discuter ». C'est ce qu'avait fait l'Argentine en suspendant sa dette en 2001 et en obtenant une renégociation de sa dette. Mais Papandreou s'est au contraire littéralement couché et a accepté sans discuter toutes les exigences de la « troïka » (BCE, FMI, Union européenne).

En France, les deux principaux candidats à la candidature pour le PS se sont alignés sur l'austérité. François Hollande le fait très clairement : « il faut rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 (...) Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui ». Martine Aubry lui emboîte le pas et s'engage elle aussi sur les « 3% en 2013, puisque c'est la règle aujourd'hui »¹⁴. Cette terrible formule (« puisque c'est la règle aujourd'hui ») en dit long et donne la clé de l'impasse dans laquelle se trouve la social-démocratie. Elle peut se résumer ainsi : tout programme authentiquement social-démocrate impliquerait un degré élevé d'affrontement avec la bourgeoisie, que la social-démocratie n'est pas prête à assumer. La réalité actuelle est que toute issue progressiste à la crise supposerait un affrontement direct avec la logique du Capital, donc un niveau très élevé de conflictualité. Les exemples qu'on vient de rappeler montrent au fond qu'en deçà d'un seuil minimum de radicalité qu'ils se refusent à atteindre, les programmes social-démocrates ne se distinguent que très marginalement de la logique néolibérale. Ils n'ont pas pris la mesure de la crise.

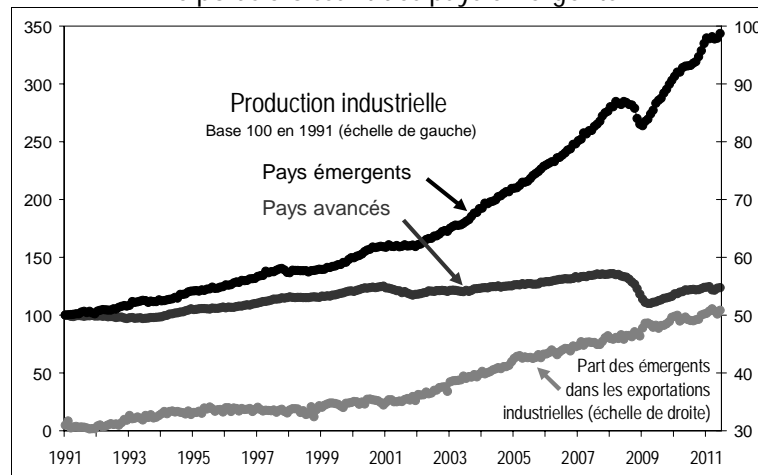
Le cadre d'analyse précédent permet en effet de comprendre pourquoi la crise de régulation du capitalisme néolibéral est en train de se transformer en crise systémique : ce qui est désormais en cause, c'est le mode capitaliste de satisfaction des besoins sociaux. On a vu que le capitalisme pouvait revêtir deux formes polaires en fonction de l'usage qu'il fait des gains de productivité. S'il les redistribue aux salariés, on a un capitalisme régulé dont le prototype est la période des Trente glorieuses. Si au contraire, il tend à les conserver sous forme de rentes, alors on a un capitalisme dérégulé dont le capitalisme néolibéral est un parfait exemple. Avec la crise actuelle, le capitalisme entre dans une sorte d'impasse.

D'un côté, le modèle néolibéral ne peut être relancé, parce que des ressorts essentiels à sa cohérence sont brisés. D'un autre côté, et c'est un point décisif, le retour au capitalisme fordiste est impossible en l'état actuel. Les rapports de forces nécessaires n'existent pas et la mondialisation représente un double obstacle : elle rend impossible la mise en place de « compromis » au niveau d'un seul Etat mais aussi la nécessaire coordination internationale. Après tout, le capitalisme fordiste ne s'est installé qu'après le choc majeur d'une guerre mondiale et sous la pression de rapports de force favorables aux travailleurs.

Mais il y a une raison peut-être plus fondamentale à l'impossibilité d'une re-régulation du capitalisme, c'est la chute des gains de productivité. Le capitalisme néolibéral a ceci de très particulier qu'il a réussi à rétablir le taux de profit en dépit d'un relatif épuisement des gains de productivité. Il n'a plus grand-chose à redistribuer et n'a donc d'autre recours qu'une élévation continue du taux d'exploitation. Du coup, il est en train de perdre toute légitimité parce qu'il refuse de satisfaire une partie croissante des besoins sociaux, parce que ceux-ci ne sont pas porteurs de gains de productivité compensatoires. Aujourd'hui, le capitalisme ne profite qu'à une fraction de la population. Pour le reste (les 99 % des occupants de Wall Street), il n'offre plus qu'une perspective de régression sociale sans fin. Voilà pourquoi, il n'y a d'alternative que radicale, mettant en cause les fondements mêmes du capitalisme.

¹⁴ Laurent Mauduit, « [Adieu Keynes ! Vive Raymond Barre !](#) », *Mediapart*, 19 juillet 2011.

Graphique 5
Le poids croissant des pays émergents



CPB, Centraal Planbureau, [World trade monitor](#).

Ce panorama est cependant incomplet : dans les pays émergents, le capitalisme jouit d'un dynamisme impressionnant. Certes, il s'agit d'un capitalisme sauvage, voire barbare, qui évoque celui de l'Angleterre du XIX^{ème} siècle. Mais son poids dans l'économie mondiale est croissant (graphique 5). Au cours des 20 dernières années (1991-2011) la production industrielle n'a augmenté que de 24 % dans les pays avancés. Dans le même temps, celle des pays émergents a été multipliée par 3,4 et leur part dans les exportations industrielles mondiales est aujourd'hui de 51 %. Ce retournement, symbolisé par l'appel de l'Union européenne aux fonds chinois, est sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Il ouvre une nouvelle période, chargée d'incertitudes, et c'est pourquoi aussi une partie des analyses présentées ci-dessus ne valent vraiment que pour les pays dits avancés. On peut imaginer par exemple que le capitalisme mondial se recentre sur les pays émergents, ou qu'il se fractionne. Mais dans les deux cas, sa perpétuation dans les vieux pays capitalistes ne peut reposer que sur la régression et la dislocation sociales.

Annexe Sources statistiques

Angus Maddison, [Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP](#), 2008.

[Ameco](#), base de données de la Commission européenne.

Bourse : indice [Dow Jones](#) déflaté par le prix du PIB des Etats-Unis.

Consommation/salaires : ratio consommation privée/salaires, Etats-Unis + Union européenne à 15. Source : Commission européenne, base de données [Ameco](#).

Déficit US : déficit courant en % du PIB. Source : Bureau of Economic Analysis

Endettement US : taux d'endettement des ménages aux Etats-Unis. Source : [Federal Reserve](#), Flow of funds.

Indicateur synthétique : moyenne arithmétique des indicateurs.

Inégalités : part du 1% les plus riches (8 pays). Source : Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty & Emmanuel Saez, [Top Incomes In The Long Run Of History](#), NBER Working Paper 15408, October 2009.

Mondialisation financière : rapport des avoirs extérieurs totaux au PIB mondial. Source : Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan, « [Imperialism and Financialism. A Story of a Nexus](#) », Septembre 2010.

Part des profits G4 : part des profits dans la valeur ajoutée (4 pays). Source : Commission européenne, base de données [Ameco](#).

Surconsommation US : propension à consommer des ménages. Source : Bureau of Economic Analysis

Taux de profit : moyenne de 4 pays (Etats-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni). Source : Michel Husson, « [Le débat sur le taux de profit](#) », *Inprecor* n°562-563, juin-juillet 2010.